Mes excuses de ne pas être parmi vous aujourd'hui ; je vous livre quelques réflexions sur le rapport de Jaurès au socialisme, au marxisme, la question de la République, reprenant des éléments développés dans un article récent.

Les contributions à propos de Jean Jaurès et de son rapport au marxisme ne manquent pas. Il s'agit même d'un passage obligé pour qui s'intéresse à la production intellectuelle et politique du tribun de Carmaux. La plupart de ces textes, souvent informés et documentés, ont une fâcheuse tendance à osciller entre deux interprétations antagonistes qui, chacune, posent problème. La première situe Jaurès *in fine* à distance du marxisme en considérant qu'il n'a repris qu'à la marge des éléments de langage de l'auteur du *Capital*, afin de développer sa propre vision du socialisme républicain. L'autre lecture a tendance à le « repeindre en rouge », insistant sur ses convergences avec les éléments les plus « lutte de classes » du socialisme de l'époque, notamment syndicalistes.

S'il existe une grande variété de regards, avec des nuances plus ou moins prononcées, la plupart des exégètes peuvent être rattachés à l'une ou l'autre interprétation : donc soit faire de Jaurès un précurseur du socialisme modéré, soit, au contraire, le transformer en héraut de la lutte des classes, fusse-t-elle combinée avec d'autres dimensions. Or ces deux raisonnements mènent en réalité à des impasses symétriques, empêchant de comprendre la singularité de la visée jaurésienne. Celle-ci n'est pleinement compréhensible que si l'on accepte de considérer son rapport à Marx et au marxisme indépendamment des luttes politico-idéologiques ultérieures, notamment celles qui vont éclore après 1917.

La République, toujours, un point essentiel

Du vivant de Jaurès, un des points les plus discutés dans le mouvement ouvrier, le socialisme, et plus généralement la gauche reste assurément la question du régime consolidé en France depuis les années 1880 : la République. C'est un fait bien connu, mais il faut toujours le remettre à sa juste place sans quoi la plupart des développements et débats politico-théoriques français sont inintelligibles. Ainsi lorsque Jaurès reproche à Marx et Engels, avec une certaine sévérité, dans *L'Armée nouvelle* (1911), d'avoir affirmé dans le *Manifeste du parti communiste* que « les ouvriers n'ont pas de patrie », il s'adresse moins directement à eux qu'aux marxistes de son temps qui n'ont pas su évoluer et oser remettre en cause ce qui a changé depuis 1848. Car au-delà de ce que « patrie » et « nation » veulent dire pour un socialiste, un des grands paramètres qui changent tout par rapport à l'époque antérieure est la consolidation du régime républicain. Pour une partie des socialistes, il faut

éviter à tout prix un retour en arrière, même partiel. Nombre de militants gardent en mémoire le semi-absolutisme du Second Empire et, surtout, les débuts néo-monarchistes et autoritaires des premières années de la Troisième République. Considérer, comme les guesdistes et de nombreux syndicalistes révolutionnaires, qu'il faut toujours stigmatiser la « République bourgeoise » est pour Jaurès anachronique et contre-productif.

C'est là tout l'enjeu de la confrontation avec plusieurs marxistes de son temps – ainsi lorsque Jaurès débat avec son *alter ego* allemand, August Bebel, en 1904, au congrès d'Amsterdam. À cette réunion décisive, qui a notamment obligé les socialistes français l'année suivante à s'unir, le président du SPD (alors le premier parti ouvrier du continent) insiste longuement sur le fait que l'Empire fondé par Bismarck a permis des avancées importantes pour les ouvriers (les assurances sociales, par exemple). Prenant de haut de Jaurès, il ironise sur la vivacité avec laquelle ce dernier défend une République qui, par certains aspects, est moins avancée sur le plan social que le Reich bismarckien – ce qui est factuellement juste. Comment pourrait-il considérer le représentant du socialisme français comme « marxiste », lui qui semble ignorer la nature de classe du régime et ses insuffisances structurelles ? Pourtant, la réplique de Jaurès sonne juste : selon lui, l'absence de tradition républicaine et révolutionnaire au sein des institutions allemandes amènera tôt ou tard à des rechutes autoritaires et antidémocratiques ouvrant la voie à liquidation de ces acquis. Aussi, quand bien même la République parlementaire serait imparfaite, trop bourgeoise et encore insuffisamment sociale, elle doit être défendue car elle garantit l'existence du mouvement ouvrier, la libre expression de ses revendications et, *in fine*, l'inscription dans la loi d'avancées majeures – toutes choses qui demeurent précaires tant qu'il n'existe pas de régime démocratique, aussi « bourgeois » soit-il.

Les alliances et la lutte de classes

Pour autant, on aurait tort de prendre pour argent comptant les remarques acerbes de ses adversaires, notamment celles de Jules Guesde, ou les propos (souvent plus subtils) des sociaux-démocrates allemands. Car tout en étant intransigeant sur la défense de la République, Jaurès intègre le marxisme à sa réflexion.

Pour comprendre cette articulation qui ne va pas de soi, un court moment nous semble particulièrement intéressant : les années 1899-1902. En effet, au cours de celles-ci, Jaurès joue un rôle politique grandissant, tout en prenant position sur des points de doctrine. Pour le dire de manière schématique, c'est le moment où il est le plus à « droite » du mouvement ouvrier en termes d'alliances, tout en s'inspirant du marxisme, ce qui le situe plus à « gauche » que

d'autres socialistes. Il fixe alors une attitude et une démarche ayant une cohérence qu'il faut exposer, à laquelle il restera désormais fidèle.

Nombre d'auteurs insistent sur l'importance de l'affaire Dreyfus dans sa trajectoire à la fin des années 1890. Il s'agit assurément d'un fait majeur pour lui, et même d'un tournant. D'abord convaincu, comme bien d'autres, de la culpabilité du capitaine, il prend résolument parti pour lui dans *Les Preuves* (1898), au point même de devenir une des figures les plus en vue du camp dreyfusard. Il s'oppose alors de toutes ses forces à ceux qui, comme Jules Guesde et Paul Lafargue, refusent par principe de défendre un militaire, même s'il est accusé injustement. Le Jaurès défenseur du droit des individus par-delà la lutte des classes, et rejetant l'antisémitisme qui ravage des pans entiers de la société française, est né. Or cette bataille dreyfusarde, dont l'importance n'est pas contestable, est à situer au milieu d'autres enjeux multiples, parfois moins connus, mais qui sont pourtant tout aussi importants pour saisir la perspective de Jaurès – qu'il précise dans plusieurs textes.

C'est en effet au cours de ces années que s'élabore l'étroite voie jaurésienne entre Karl Marx et la République. En 1899, le républicain Waldeck-Rousseau réunit une vaste coalition qui va des socialistes au centre-droit : c'est la « défense républicaine ». Un socialiste participe pour la première fois à un gouvernement « bourgeois ». Les guesdistes et l'aile gauche du mouvement ouvrier dénoncent avec fracas le « millerandisme ». Jaurès, lui, approuve. « L'unité » socialiste vole en éclat.

L'année suivante, à Lille, Jules Guesde et Jean Jaurès en débattent, dans un célèbre échange sur les « deux méthodes[1] ». Pour le tribun de Carmaux, une telle coalition n'est pas une fin en soi, mais il estime que la droite nationaliste menace objectivement le régime. Dans ce contexte les socialistes doivent absolument participer à la défense de ce dernier lorsqu'il est menacé. On retrouve ici le premier pilier jaurésien : la défense inconditionnelle de la République. Sauf que désormais cette défense a des conséquences directes, puisque les socialistes assument de siéger dans des gouvernements d'union large. Le socialisme franchit un cap : il doit être désormais capable de devenir « conservateur », au sens littéral du terme, c'est-à-dire de se servir de sa force pour conserver ce qui est acquis. Insistons sur ce changement de paradigme. Jusqu'alors, les socialistes avaient eu essentiellement à contester les régimes et les majorités politiques. Et Jaurès va désormais chercher en permanence à construire des alliances avec la gauche républicaine, ce qui permettra au « bloc des gauches » d'exister et de tenir entre 1902 et 1905.

1 Jaurès Jean, Guesde Jules, *Les deux méthodes* (1900), Paris, Le Passager clandestin, 2014.

Or, dans le mouvement ouvrier, tous sont loin alors de tous assumer une telle bifurcation, préférant une certaine paresse intellectuelle en renvoyant la question du régime politique aux lendemains de la révolution prolétarienne, et en méprisant toute stratégie d'alliances, vouée selon eux à l'échec. Les choses seraient évidemment simples si Jaurès, au même moment, s'était explicitement affiché avec le courant « révisionniste » allemand, en assumant être leur représentant en France. En effet, alors que la crise politique bat son plein en France, Eduard Bernstein « révise » le marxisme avec sa célèbre contribution sur les « présupposés » du socialisme. Pour Bernstein, il faut dépasser la logique de rupture révolutionnaire, en assumant une stratégie de conquêtes partielles. Ses critiques sont connues, et réfutées avec vigueur par le « pape du marxisme », Karl Kautsky.

Or Jaurès refuse de prendre pleinement le parti de Bernstein, alors même que Rosa Luxemburg, par exemple, lie étroitement « millerandisme » et « révisionnisme », assimilant sans nuance Jaurès et Bernstein dans un même ensemble. Dans une conférence prononcée en février 1900 à l'Hôtel des sociétés savantes, le tribun français analyse la controverse et se positionne, dans l'ensemble, du côté de Kautsky. S'agit-il d'une simple mesure tactique pour ne pas apparaître comme trop « droitier » et ménager les marxistes français – et surtout les Allemands, qui pèsent alors beaucoup dans l'Internationale – remontés contre lui ? Nous ne le pensons pas car, parallèlement, Jaurès multiple les articles et conférences où les références marxisantes assumées sont importantes. Ainsi dans la vaste fresque qu'il coordonne sur *L'Histoire socialiste de la Révolution française*, il affirme dans les premiers chapitres, consacrés aux années 1789-1794 (publiés à partir de 1900, et progressivement, sous forme de fascicules, jusqu'en 1904) sa dette à l'égard de Karl Marx, qui aide à comprendre l'Histoire dans toute sa complexité[2]. L'œuvre de l'auteur du *Capital* lui permet en effet d'intégrer des dimensions économiques et sociales qui étaient encore, au tournant du siècle, très peu prises en compte dans les études historiques.

Engels et Jaurès, les convergences qui n'ont pas eu lieu

Sans le dire explicitement, Jaurès se situe dans la continuité des remarques contenues dans les textes de Friedrich Engels à la fin de sa vie (il meurt en 1895), où ce dernier réévalue la situation politico-historique à la lumière des développements récents. Il serait vain de transformer en système cohérent quelques remarques d'Engels sur la Troisième République, par exemple lorsqu'il mise sur une radicalisation à gauche d'un certain Georges

2 Voir la dernière réédition de l'*Histoire socialiste de la Révolution française* aux Éditions sociales (Paris, 2014).

Clemenceau… qui n'aura évidemment pas lieu. Mais il existe bien des « innovations », des nouveautés qui ouvrent la voie à une autre articulation de la théorie et de la pratique, liée à l'évolution objective, économique comme politique, de l'Europe occidentale. Engels suggère notamment la possibilité d'une transition pacifique vers le socialisme, hors des schémas insurrectionnels qui prévalaient jusqu'alors. Nous n'irons pas jusqu'à considérer que les derniers écrits de Marx – et donc *a fortiori* d'Engels – vont majoritairement dans le sens du réformisme, comme le suggèrent certains. Marx n'a jamais renié officiellement toute perspective de renversement violent de l'État, même s'il a souligné ponctuellement qu'une transition sans insurrection était désormais possible, voire souhaitable, en Angleterre notamment. Mais, il faut le dire avec force, il existe bien des textes politiques de la « maturité avancée » des auteurs du *Manifeste du parti communiste* qui vont dans ce sens. De fait, la démocratisation de la vie politique et la mise en place de mesures sociales éloignent la perspective de l'insurrection comme unique horizon stratégique. Jaurès est bien un héritier authentique e ces « innovations ». Nul doute qu'un Engels vivant quelques années de plus aurait pu comprendre la démarche du tribun, et avoir un point de vue moins obtus que celui de Bebel.

Mais rien n'est simple car l'identité du mouvement ouvrier, repose toujours sur l'idée d'une continuité avec les révolutions antérieures, continuité que Jaurès assume précisément dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*. Lui-même n'écarte donc pas toute perspective insurrectionnelle, et ce d'autant plus que la violente répression policière contre les grévistes et divers contestataires demeure une réalité tangible. D'où, pour lui, la nécessité de combiner ce qui, après la révolution bolchévique, deux éléments qui ont longtemps semblé antagoniques au vingtième siècle, à savoir la réforme progressive et la perspective révolutionnaire. On touche là à un point important, objet de contributions de la part de plusieurs historiens et philosophes, au premier rang desquels Jean-Paul Scot. Dans un ouvrage au titre emblématique, *Jaurès et le réformisme révolutionnaire,* l'historien évoque longuement « l'évolution révolutionnaire » qui caractériserait la pensée de Jaurès. Cette formule librement empruntée à Marx (ce dernier ne l'a en effet jamais systématisée) permettrait de caractériser la spécificité de la démarche du philosophe français. Pourtant son importance ne doit pas être exagérée. N'oublions jamais que Jaurès n'a pas théorisé son action concrète avec précision, et a fait preuve, dans ses textes, d'une grande plasticité.

Dans tous les cas ces propos doivent être saisis dans un cadre spécifique : le tribun de Carmaux devient dès 1893 un parlementaire de premier plan, qui doit régulièrement trouver des accords avec tel ou tel courant politique. Cette vie parlementaire l'accapare, exigeant une

souplesse et des justifications sur le moment, une logique étrangère à l'univers de Marx et Engels, qui n'ont jamais eu de mandat ni d'ailleurs de véritables responsabilités politiques. Même August Bebel, à la tête d'un puissant groupe parlementaire au Reichstag, ne peut être mis sur le même plan, pour la simple et bonne raison que, jusqu'en 1914, le SPD demeure un parti d'opposition exclu des logiques majoritaires. Kautsky de son côté, ne fait de politique à proprement parle, et a tout le temps pour la production intellectuelle, alors que Jaurès s'épuise par exemple à négocier article par article les différents points de la loi de Séparation des Églises et de l'État en 1905… Et ce, au moment même où il doit préparer le congrès d'unification des socialistes. Au-delà donc de la pertinence (ou non) de telle ou telle conception jaurésienne, son activisme va de pair avec un fait de première importance : la professionnalisation de la politique, qui rend de plus en plus difficiles les riches élaborations intellectuelles qui avaient traversé les socialismes du XIXe siècle. Jaurès s'efforce de poursuive ce geste théorique, mais en quelque sorte en lui faisant progressivement ses adieux, politique parlementaire et « professionnelle » oblige. On comprend mieux aussi pourquoi d'autres figures socialistes se sont mises à le détester avec une haine parfois démesurée. Il incarnait pour eux un de ses politiciens happés par les travaux de l'Assemblée, emblème d'une conversion vers un autre type d'action qu'ils abhorraient.

Remarques conclusives

Malgré ses contradictions et le caractère inachevé de l'œuvre, il existe bien un héritage jaurésien. Pour Jaurès, ceux qui se revendiquent du marxisme en abandonnant toute dimension républicaine ou en moquant les réformes au sein de l'État prennent le risque de mener le mouvement ouvrier dans une direction funeste. Car si le marxisme permet des développements théoriques judicieux, son interprétation rigide et antidémocratique peut déboucher sur une critique unilatérale des institutions l'amenant à des convergences objectives avec les courants nationalistes. En ce sens Jaurès veut éviter toute « dérépublicanisation » du socialisme et, par extension, du marxisme. Il cherche à « sauver » l'œuvre de Marx et Engels en l'arrimant à la tradition des Lumières et de la Révolution française. Il ne retient pas leurs critiques les plus acerbes de la démocratie bourgeoise et libérale. Jaurès se situe ainsi *de facto* aux antipodes du Marx de *La Question juive*, donc d'un certain « gauchisme » de jeunesse repris ensuite par une longue tradition marxiste stigmatisant *ad nauseam* la « démocratie formelle » sans la moindre considération pour le

parlementarisme. Est-il pour autant le fidèle continuateur du « dernier » Engels ? On l'a vu, les convergences sont indéniables, sans que l'on puisse trancher de manière définitive.

Difficile à identifier en son temps, la démarche jaurésienne devient illisible après la révolution bolchévique. Cette dernière associe le marxisme et la critique de la démocratie bourgeoise de manière systématique et radicale. Mais désormais la démarche du tribun de Carmaux qui vise à articuler démocratie politique, stratégies d'alliances et références doctrinales marxisantes mêlées à d'autres traditions théoriques, semble bien davantage d'actualité au XXIe siècle[3] que les multiples formes d'extrême gauche néo-guévaristes qui continuent à substituer. Cela ne suffit certes pas à le rendre immédiatement pertinent sur tous les sujets. Mais, à condition de la contextualiser et de la remettre en perspective, sa pensée s'insère bien au cœur des réflexions de notre temps. Nombre de ses interrogations demeurent pertinentes, bien davantage que d'autres qui ont largement négligé la question démocratique.

Jean-Numa DUCANGE

3 Surtout, il est vrai, pour les pays occidentaux à longue tradition parlementaire.